

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 28/002/2009 – ÉFAI

22 mai 2009

AU 132/09 Menaces de mort

ÉQUATEUR	Joel Vicente Zhunio Samaniego (h)	]
	Wilmar Fernando Mejia Reinoso (h)	] défenseurs des droits humains
	Etelvina de Jesus Misacango Chuñir (f)	]

---

Un fonctionnaire a menacé de mort les défenseurs des droits humains Joel Vicente Zhunio Samaniego et Wilmar Fernando Mejia Reinoso. La militante des droits humains Etelvina de Jesus Misacango Chuñir a été menacée et agressée en raison de ses activités. Ces trois personnes sont en grand danger.

Elles appartiennent à des organisations faisant partie de la Coordination nationale pour la défense de la vie et de la souveraineté (CNDVS), dont le siège se trouve dans le sud-est du pays. Le 9 mai, Joel Vicente Zhunio Samaniego et Wilmar Fernando Mejia Reinoso ont participé à une manifestation qui s'est déroulée dans la ville de San Miguel de Conchay (province de Morona Santiago) à l'instigation d'une organisation membre de la CNDVS. Ils protestaient contre une réunion rassemblant le représentant provincial du gouvernement national, des agriculteurs locaux, ainsi que des représentants d'une société minière canadienne qui, selon la CNDVS, travaille dans cette région avec une licence expirée.

Lorsque les manifestants sont arrivés devant le lieu de réunion, le représentant provincial s'est adressé en criant à Wilmar Fernando Mejia Reinoso et Joel Vicente Zhunio Samaniego : « Vous, déguerpissez, allez à Gualaquiza [une ville voisine], vous n'avez rien à faire dans ma ville, vous n'êtes pas d'ici, je suis en train de tenir une réunion. » Puis il a montré du doigt Joel Vicente Zhunio Samaniego et a déclaré : « Tu es un homme mort. » Des policiers sont intervenus pour le calmer. Joel Vicente Zhunio Samaniego et Wilmar Fernando Mejia Reinoso ont fait part de ces menaces au médiateur de la province le 12 mai mais, à la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête sur le comportement du représentant provincial n'a été ouverte.

Le 22 avril, Etelvina de Jesus Misacango Chuñir a été attaquée par quatre hommes qui vivaient près de chez elle, dans la ville de Molleturo (canton de Cuenca, province d'Azuay). Elle avait presque rejoint son domicile lorsque ceux-ci se sont mis à crier : « Paresseuse, tu fais des histoires parce que tu es paresseuse [...]. Vous êtes contre les mines parce que vous êtes paresseux. » Ils l'ont ensuite jetée à terre, puis l'ont rouée de coups de poing et de pied. Elle a réussi à entrer dans sa maison, mais ils l'ont suivie à l'intérieur et s'en sont de nouveau pris à elle. Ils s'en sont également pris à son fils, qui avait tenté de la défendre. Les agresseurs n'ont cessé que lorsque des voisins, qui les ont vu traîner Etelvina Jesus Misacango Chuñir hors de chez elle en la tirant par les cheveux, sont intervenus.

Etelvina de Jesus Misacango Chuñir a porté plainte auprès du parquet le 23 avril. Aucune enquête ne semble avoir été effectuée sur cette agression. On croit savoir que cette attaque a été menée en représailles, à cause de son opposition aux activités minières dans la région. Etelvina de Jesus Misacango Chuñir est connue localement pour la campagne qu'elle mène contre une entreprise canadienne d'exploitation de mines d'or.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Plusieurs militants œuvrant en faveur des droits des populations affectées par des projets miniers, notamment des membres de la CNDVS, ont été menacés. Aucune de ces menaces n'a fait l'objet d'une enquête approfondie et, à la connaissance d'Amnesty International, personne n'a été traduit en justice.

Des membres d'organisations non gouvernementales (ONG) locales appartenant à la CNDVS et d'autres personnes qui se sont opposées aux projets miniers et à la politique gouvernementale en matière d'exploitation minière ont été inculpés de plusieurs infractions, notamment de terrorisme. En janvier, Amnesty International a envoyé aux autorités une lettre exprimant sa crainte que Joel Vicente Zhunio Samaniego et d'autres personnes aient peut-être été victimes de détention arbitraire et d'un recours excessif à la force. Au moins 20 personnes ont été arrêtées en janvier, après avoir pris part aux manifestations contre l'adoption d'une nouvelle loi relative à l'exploitation minière.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Joel Vicente Zhunio Samaniego et Wilmar Fernando Mejia Reinoso, qui ont reçu des menaces le 9 mai, ainsi que d'Etelvina de Jesus Misacango Chuñir, qui a été attaquée le 22 avril ;
- exhortez les autorités à mettre tout en œuvre pour assurer leur sécurité et celle de tous les membres de la Coordination nationale pour la défense de la vie et de la souveraineté ;
- appelez-les à diligenter dans les meilleurs délais une enquête impartiale sur les menaces proférées à l'encontre de Joel Vicente Zhunio Samaniego et de Wilmar Fernando Mejia Reinoso, ainsi que sur l'agression dont a été victime Etelvina de Jesus Misacango Chuñir, et à traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez aux autorités qu'elles ont l'obligation, en vertu de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, de reconnaître la légitimité des activités des défenseurs des droits humains, ainsi que leur droit à mener leurs activités sans restriction ni crainte de représailles.

**APPELS À :**

Ministre de la Justice et des Droits humains :

Ab. Néstor Arbito Chica  
Ministro de Justicia y Derechos Humanos  
Ministerio de Justicia y Derechos Humanos  
Edificio Anexo al Ministerio de Educación  
Av. Amazonas 4545 y Atahualpa  
Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 246 4914

**Formule d'appel :** *Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Procureur général :

Dr. Washington Pesántez Muñoz  
Ministro Fiscal General del Estado  
Fiscalía General del Estado  
Av. 12 Octubre y Patria  
Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 256 1701 ext. 2300

**Courriers électroniques :** [fiscalia@minpec.gov.ec](mailto:fiscalia@minpec.gov.ec)

**Formule d'appel :** *Señor Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

**COPIES** aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 3 JUILLET 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.